

# **UE, politiquement correct, islamisation : les trois armes du capitalisme**

## **Les bourgeoisies d'Europe et notamment la bourgeoisie française ont besoin de se débarrasser de la démocratie**

Jusqu'à la veille de la 2ème guerre mondiale, les bourgeoisies capitalistes du Royaume Uni, de France, d'Allemagne, des Pays Bas, de Belgique et à un moindre degré d'autres états européens, étaient les plus puissantes de la planète avec celles du Japon et des Etats-Unis d'Amérique.

Ces états-nation avaient permis aux différentes bourgeoisies de protéger leurs activités à l'intérieur de frontières dont la fixation, la plus étendue possible était encore en discussion de type guerrière.

Elles avaient élargi au monde entier le champ d'action de leurs capitaux. La concurrence y était sans merci ce qui les avait amenées à se disputer la conquête de territoires réservés : les colonies.

Initiatrices des idées de démocratie, de liberté et d'égalité qu'elles avaient mis en avant pour gagner le soutien du peuple dans leur lutte pour s'emparer du pouvoir politique, elles avaient, une fois l'objectif atteint, installé des régimes parlementaires plus ou moins démocratiques selon leur faculté plus ou moins efficaces à refreiner les aspirations populaires à la mise en œuvre réelle de ces valeurs humanistes.(1)

Les crises financières, notamment celle de 1929, avaient permis à certaines- Allemagne , Italie, Espagne..- de confier la survie de leurs intérêts à des régimes de dictatures totalitaires caractérisés de « fascistes ».

Tous les peuples qu'elles dirigeaient furent précipités une

nouvelle fois au nom de la défense de la patrie qu'elles avaient inventée, comme en 14, dans le maelstrom de la 2ème guerre mondiale qu'elles avaient préparée. La plus grande et horrible boucherie, la plus grande destruction matérielle que l'humanité ait connues.

La guerre ne fut pas mortelle pour les bourgeoisies capitalistes.

Elles trouvèrent même de nouvelles conditions matérielles favorables à leur activité économique.

Des progrès fantastiques dans la découverte des lois de la Nature sont réalisés sans cesse et à un rythme semble t-il de plus en plus rapide, offrant autant de sources de revenus possibles.

L'humanité s'accroît de manière exponentielle, offrant autant de consommateurs possibles.

Les bourgeoisies européennes ont bénéficié dans un premier temps de ces conditions favorables. Mais très rapidement leur situation s'est dégradée.

Pendant qu'elles perdaient leurs colonies, des dizaines de nouvelles concurrentes, notamment en Asie mais aussi en Amérique Latine, se sont immiscées dans le partage du marché mondial. C'est ce qu'on appelle la mondialisation.

Ces nouvelles concurrentes disposent de législations sociales et du travail infiniment moins protectrices pour les salariés ,lorsqu'elles existent.

Par exemple la nouvelle bourgeoisie chinoise : un marché intérieur de 1 milliard 400 millions d'habitants, un régime de dictature totalitaire au parti unique, des masses ouvrières sous-payées, – genre 100 euros par mois, 72 heures de travail par semaine, 5 jours de congé par an, des millions de prisonniers politiques aux travaux forcés dans les goulags chinois, les laogais..

Ou bien la bourgeoisie indienne, plus d'un milliard d'habitants, maintenus dans le système de ségrégation des castes, avec au bas de l'échelle les intouchables, 160 millions, pratiquement considérés comme des esclaves.

Aujourd'hui les bourgeoisies capitalistes d'Europe ne peuvent

envisager de maintenir leurs profits qu'en ramenant leurs salariés à des conditions sociales et salariales comparables à celles qui ont cours chez leurs concurrentes.

Mais comment pourraient-elles y arriver en laissant aux peuples les outils de défense que sont la démocratie, la souveraineté de la nation et la liberté d'expression, inscrits dans les constitutions nationales !

C'est encore plus évident pour ce qui concerne la France, avec sa République laïque unique et sa Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen comme référence.

Elles ne peuvent plus « se permettre le luxe de la démocratie ».

Comment donc instaurer un système non démocratique, comment instaurer la dictature ?

En mettant en place un régime fasciste? Impossible actuellement. Les citoyens des pays d'Europe ont douloureusement payé cette expérience effroyable gravée dans leur mémoire et sont bien décidés à éviter qu'elle se renouvelle.

En revanche la bourgeoisie capitaliste dispose de trois vecteurs pour avancer masquée : l'Union Européenne, le blocage de la liberté d'expression, l'instrumentalisation de la religion musulmane.



# Islamiser la France

Le troisième vecteur du processus de dictature totalitaire est précisément l'instrumentalisation de la religion musulmane par la porte laissée grande ouverte à l'activisme politique musulman.

Les religions ont toujours constitué un élément de contrôle du peuple au service du pouvoir politique.

La religion chrétienne a rendu dans ce sens de grands services. Mais son utilisation en Europe aujourd'hui laisse peu d'espoir d'efficacité tellement sa pratique y a diminué, notamment en France où la bourgeoisie républicaine a de plus été amenée à adopter la loi de 1905 de séparation des églises et de l'Etat, formalisant la laïcité à la française.

La religion musulmane en revanche fait preuve de sa puissance d'outil anti démocratique, d'outil de dictature théocratique totalitaire.

On pense à l'Arabie Séoudite, à la République Islamique d'Iran, à l'Afghanistan des talibans pour les plus abouties. Sa pratique est manifestement suivie par de nombreux fidèles endoctrinés dès leur plus jeune âge par l'environnement familial et sociétal et dans les écoles coraniques.

Elle sécrète un nombre fantastique de fanatiques qui ont commis et sont prêts à commettre les pires assassinats de masse en son nom, y compris en se faisant exploser.

Il est indéniable que l'activisme politique se réclamant de la religion musulmane mène son combat dans l'objectif affiché d'étendre son influence et la mise en application de son système de lois religieuses dans les pays où la religion musulmane n'est pas majoritaire, n'est pas religion d'état.

Elle s'installe dans tous les pays européens grâce à l'afflux des populations immigrées.

Les résultats y sont spectaculaires. Notamment en France.

Des quartiers entiers de ville voient disparaître les commerces traditionnels et les populations autochtones, sous la pression des actes d'incivilité et de vandalisme à répétition et sont en voie de communautarisation par des

populations majoritairement originaires de pays musulmans. De grands ensembles de logements, appelés cités à la périphérie des villes, sont eux aussi communautarisés et soumis de fait à des réglementations de vie particulières imposées par la violence et l'intimidation. Policiers, pompiers, transports en commun y sont régulièrement agressés, les jeunes femmes bien souvent amenées à adopter des tenues vestimentaires conformes aux exigences de la communauté, les trafics notamment de drogue ouvertement pratiqués comme le sont la polygamie ou les mariages forcés.

On parle à leur sujet de territoires perdus de la République secoués sporadiquement par des émeutes marquées par une grande violence qui s'en prennent aux équipements publics, écoles, bibliothèques, gymnases, et privés, voitures, ateliers, magasins.

L'activisme politique musulman a obtenu par ailleurs des avancées significatives dans l'installation sur le territoire national de ses règles théocratique et communautaristes en lieu et place des lois de la République et notamment de la loi de 1905. Occupation illégale du domaine public pour le rite des prières, financement de centaines de mosquées par des fonds publics le plus souvent déguisés, baux emphytéotiques à loyer symbolique ou financement de centres culturels musulmans, banalisation du plat de substitution au porc dans les cantines scolaires créant par ailleurs un processus de différenciation et de communautarisation dès la maternelle, processus de banalisation de viande halal dans les établissements de restauration

alors que sa méthode d'abattage est pratiquée en dérogation à la loi pour motif de consommation religieuse, banalisation du voile musulman expression de l'inégalité homme-femme, apparition et multiplication du voile intégral, début de prise en compte par la justice, par des municipalités d'éléments de la loi musulmane ou de la tradition liée à cette religion, agressions contre les symboles de la République, hymne national, drapeau, enseignement, menaces pour interdire toute expression de critique à l'encontre de la religion, pouvant

aller jusqu'à la condamnation à mort lancée contre Robert Redecker qui aboutissent à créer une situation d'autocensure, manifestations de centaines de milliers de musulmans scandant des slogans antisémites sous couvert d'anti-sionisme, situation rendue impossible dans nombre de collèges et lycées par la contestation violente de sujets d'enseignement considérés comme inacceptable d'un point de vue de l'islam, par l'utilisation de la violence à l'encontre d'enseignants qui veulent faire preuve d'exigence ou par l'utilisation de la violence gratuite à l'encontre des personnels et des autres élèves, situation rendue difficile dans nombre d'établissements de soin par les exigences religieuses de patients allant jusqu'à l'utilisation de la violence à l'encontre des personnels.

L'activisme politique musulman est encouragé et protégé par l'Etat et le gouvernement de droite avec le soutien forcené de l'ensemble des partis de gauche.

Il est extravagant que la seule organisation politique qui dénonce cet état de fait, défende la liberté d'expression et la laïcité soit le Front National, par ailleurs véritable repoussoir pour la grande majorité des citoyens.

C'est pourquoi il nous appartient, lucides sur le processus engagé de destruction de la démocratie, de la souveraineté de la Nation, de la liberté d'expression, de la laïcité, de créer les bases organisationnelles de la résistance à ce processus.

### **Jean Théron**

Mots d'ordre et revendications – propositions

- restauration des contrôles aux frontières,
- règlements et directives européennes reçus comme propositions,
- suppression des régions, ou tout au moins de leur rapport direct avec l'UE,
- soutien aux entreprises installées sur le territoire national en concurrence avec des entreprises de pays à bas coût de salaire et sans législation sociale et ou de travail, ou insuffisante, ou avec des entreprises ayant délocalisé dans de tels pays,

- revendication du droit au travail opposable,
- arrêt de l'immigration extra européenne jusqu'au plein emploi,
- sanctions lourdes à l'encontre des entreprises employant des immigrés clandestins, amendes, fermeture administrative, peines d'emprisonnement,
- dénonciation des entraves à la liberté d'expression et de toute tentative de restauration du délit de blasphème
- reconquête des territoires perdus...( !)
- restauration de la « double peine » pour les condamnés ayant une double nationalité,
- restauration de l'autorité des enseignants, de l'école...
- combat sur le terrain juridique contre les violations de la loi de 1905,
- combat contre les prétentions religieuses à surmonter la laïcité...

**Jean Théron**